

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20250113-DEC-DACA0046 DU 17 FEV. 2025
PORTANT SUR LE RENOUVELLEMENT D'UNE CARRIÈRE DE SABLES SILICEUX
EXPLOITÉE PAR LA SA VICAT SUR LA COMMUNE DE ROCHECHINARD**

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement du 11 avril 2024 ;

VU le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 décembre 2021 ;

VU le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires approuvé par arrêté du 10 avril 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n°7641 du 03 décembre 1975 autorisant la SARL Louis PERAZIO, à Saint-Nazaire-en-Royans, à exploiter une carrière de terres silico-argileuses sur le territoire de la commune de Rochechinard au lieu-dit « Le Favet », sur une superficie globale de 2 ha 36 a 10 ca et pour une durée de 10 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°4455 du 19 décembre 1985 renouvelant l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n°7641 du 03 décembre 1975 à la société Louis PERAZIO, à Saint-Nazaire-en-Royans, pour une durée de 20 ans à compter du 03 décembre 1985 ;

VU l'arrêté préfectoral n°446 du 09 février 1999 autorisant la société ARGILES SILICES DU ROYANS (ASR), à Rochechinard, à se substituer à la société Louis PERAZIO pour l'exploitation de la carrière susvisée, avec mise en place des garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-5441 du 02 décembre 2005 autorisant la société ARGILES SILICES DU ROYANS à exploiter une carrière de sables silico-argileux sur le territoire de la commune de Rochechinard au lieu-dit « Le Favet », sur une superficie de 2 ha 34 a 90 ca et pour une durée de 20 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-3273 du 09 août 2010 portant changement d'exploitant au bénéfice de la société VICAT et modifiant le phasage de l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU la décision préfectorale n°20231010-DEC-DACA0947 du 18 octobre 2023 de non soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas ;

VU la demande présentée le 22 janvier 2024 complétée le 24 mai 2024 par la S.A. VICAT dont le siège social est situé 4, rue Bergès – Les Trois Vallons – 38080 L'ISLE-D'ABEAU en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter sa carrière au lieu-dit « Le Favet » sur la commune de Rochechinard, le dossier déposé à l'appui de sa demande ainsi que les plans, renseignements, engagements joints à sa demande, et notamment l'étude d'incidence ;

VU le plan des déchets d'extraction établi avant le début de l'exploitation ;

VU l'avis favorable du maire de Rochechinard en date du 10 novembre 2023 sur les modalités de remise en état de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2024 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 09 septembre 2024 à 9h00 au 08 octobre 2024 à 17h00 sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société VICAT pour le renouvellement de la carrière de Rochechinard ;

VU les avis et observations exprimés dans le cadre de la participation du public par voie électronique ;

VU les réponses apportées par l'exploitant à ces avis et observations ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture et dans la presse ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Rochechinard, Saint-Jean-en-Royans, Saint-Nazaire-en-Royans, La Baume d'Hostun, Saint-Just-de-Claix et Saint-Hilaire-du-Rosier ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU le rapport et les propositions en date du 21 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 27 janvier 2025 par courrier ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 28 janvier 2025.

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation sous la rubrique n°2510.1 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures pertinentes de suppression et de limitation des impacts en matière de faune et de flore ont été envisagées, avec notamment la mesure d'évitement de l'habitat accueillant la Zygène du mélilot, et qu'elles sont reprises dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les préconisations des études hydrogéologiques et de stabilité prises en compte par l'exploitant dans son mode d'exploitation permettent de garantir la stabilité du terrain pendant l'exploitation et en post-exploitation ;

CONSIDÉRANT que l'impact des travaux fera l'objet de contrôles et de suivis par l'exploitant notamment de la stabilité, des niveaux sonores, de l'impact sur le milieu naturel, des cotes et limites d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le gisement exploité est classé d'intérêt national par le schéma régional des carrières de la région Auvergne Rhône-Alpes ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société VICAT dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès à L'Isle-d'Abeau (38 080) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Rochechinard, au lieu-dit « Le Favet », les installations détaillées dans les articles suivants.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Classement	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510.1	Autorisation	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Carrière de sables siliceux	Production annuelle maximale de 50 000 tonnes / an Production annuelle moyenne de 25 000 tonnes/an

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

COMMUNE	LIEU-DIT	SECTION	PARCELLE	Superficie concernée par la demande d'autorisation
Rochechinard	Le Favet	B	153	7 a 00 ca
			154	1 ha 36 a 20 ca
			155	21 a 60 ca
			157	70 a 10 ca
TOTAL				2 ha 34 a 90 ca

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé (annexe I) au présent arrêté.

Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation

La présente autorisation vaut pour une exploitation à ciel ouvert de sables silico-argileux devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état à vocation naturelle suivant les plans de phasage joints en annexe II du présent arrêté,

La hauteur de la découverte est 0,20 m à 1 m.

La hauteur maximale de banc exploitable est de 50 mètres.

L'exploitation est limitée en profondeur à la côte suivante : 285 m NGF

L'estimation des réserves du gisement est de 500 000 tonnes environ la production maximale annuelle autorisée est de 50 000 tonnes et la production moyenne annuelle autorisée est de 25 000 tonnes.

L'exploitant n'apportera aucun matériau de remblai extérieur.

Pour l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations, ouvrages, travaux et activités suivantes sont autorisées :

Désignation IOTA	Volume	Rubrique	Classement
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	Rejet : 2,34 ha	2.1.5.0.	Déclaration
Création de plans d'eau, permanents ou non	Superficie : 0,4 ha	3.2.3.0.	Déclaration

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire.

CHAPITRE 1.3 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.3.1. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du code du patrimoine.

CHAPITRE 1.4 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.4.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.3. Changement d'exploitant

Conformément à l'article L.516-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

CHAPITRE 1.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.7 CONTRÔLES ET ANALYSES

Conformément aux articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 1.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 10 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.9 RÉGLEMENTATION

Sont notamment applicables à cette exploitation :

- L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières ;
- L'arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La circulaire du 23/07/86 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, le code forestier, le code de l'environnement pour les espèces protégées, la législation relative à l'archéologie préventive, le code de l'environnement pour les équipements sous pression, le code du travail, le Règlement Général des Industries Extractives, le code minier, le code civil et le code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du code du patrimoine et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la réalisation des extractions dans les zones nouvellement autorisées à l'exploitation par le présent arrêté.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Mairie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

CHAPITRE 1.10 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 1.10.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Le site disposera d'une aire de lavage des roues des engins.

Article 1.10.2. Jours et horaires de fonctionnement

L'extraction des matériaux et le transport se dérouleront uniquement du lundi au vendredi, hors jours fériés, et dans la plage horaire comprise entre 7h00 et 20h00.

Article 1.10.3. Accès, voirie publique, circulation interne

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La portion de chemin rural comprise entre l'entrée de la carrière et la route départementale 209 est revêtue en enrobés.

L'exploitant doit veiller à éviter toute circulation de camions en charge aux heures d'entrée, de sortie et de récréation de l'école publique de Saint-Nazaire-en-Royans.

De plus, le trafic journalier engendré par la carrière lorsqu'elle est en activité n'excédera pas :

- une moyenne de dix rotations de camions, soit 20 passages de camions ;
- un maximum de quinze rotations de camions, soit 30 passages de camions.

Les véhicules utilisés pour le transport du matériau extrait auront une capacité de chargement maximale de 15 tonnes.

L'exploitant communique aux chauffeurs des véhicules l'obligation de respecter les vitesses maximales à la traversée des villages. Il prend des mesures d'avertissement en cas de signalement avéré de vitesse excessive.

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur la (ou les) sorties du site.

Article 1.10.4. Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 1.10.5. Communication avec les riverains, élus et associations

Une commission de suivi pourra être mise en place à la demande du maire. Elle sera au moins composée de l'exploitant, d'un représentant de la commune, d'un représentant des riverains.

Cette commission de suivi sera réunie à une fréquence maximale d'une fois par an sur demande d'un des membres.

Article 1.10.6. Protection visuelle et acoustique

Un merlon planté d'arbustes sert d'écran de protection vis-à-vis du chemin non revêtu qui longe la carrière au Nord.

TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS ET CONDITIONS DE REJET

Article 2.1.1. Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes :

- arrosage des pistes lorsque les conditions météorologiques l'imposent,

- stabilisation par arrosage, ou stockage dans des dispositifs de type silo, des produits les plus fins et des stocks de granulats le nécessitant,
- les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère,
- enrobage de la voie d'accès à la carrière, et ce de l'entrée de la carrière à la voie publique,
- limitation de la vitesse des véhicules sur le site à 30 km/h ;
- arrosage ou bâchage des camions de transport des matériaux fins (0/5).

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le ravitaillement hors site des engins de chantier sera privilégié. Sur site, le ravitaillement sera réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ce séparateur doit faire l'objet d'un entretien régulier.

Il pourra également être réalisé en bord à bord exclusivement sur une aire étanche mobile.

Aucune opération d'entretien n'est effectuée sur le site de la carrière.

Le stationnement des engins de chantiers devra se faire sur l'aire étanche ou à défaut sur une aire étanche mobile.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.

CHAPITRE 3.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.2.1. Prélèvement d'eau

Aucun prélèvement d'eau ne sera effectué dans le milieu naturel.

Article 3.2.2. Traitement des eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers des bassins de décantation. Ces bassins sont curés annuellement pour maintenir leur efficacité.

Lorsque l'exploitation descendra sous la côte +300 m NGF, un pompage sera mis en place pour la vidange des bassins de décantation, celle-ci ne pouvant plus se réaliser gravitairement.

Article 3.2.3. Rejets d'eau dans le milieu naturel

Le rejet des eaux après décantation se fait dans le ruisseau du Favet. Les coordonnées des deux points de rejet sont les suivants :

	Lambert 93		Lambert II étendu	
	X	Y	X	Y
Point de rejet principal	877 435	6 440 501	829 871	2 008 748
Point de rejet secondaire	877 454	6 440 425	829 890	2 008 672

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30°C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l, (NF T 90 105)
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (NF T 90 101)
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114)

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l .

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Une analyse de la qualité des eaux rejetées dans le ruisseau du Favet après décantation sera effectuée annuellement par un organisme agréé.

Ces analyses porteront sur les paramètres suivants : pH, température, matières en suspension totales, demande chimique en oxygène, concentration en hydrocarbures.

Article 3.2.4. Eaux usées

À défaut d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif, les eaux des sanitaires sont dirigées vers un dispositif conforme aux règlements en vigueur fixant les dispositions applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

TITRE 4 - DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 4.1 DÉCHETS

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets tels que produits de vidanges, pneumatiques usagés, papiers, cartons, bois, plastiques ; cette liste non limitative étant susceptible d'être complétée en tant que de besoin. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 4.2 PLAN DE GESTION DES DÉCHETS INERTES ET TERRES NON POLLUÉES

Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès l'ouverture du site et ensuite tous les cinq ans. Elle pourra être intensifiée lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations. Les emplacements pour la réalisation de ces mesures figurent sur la carte en annexe III. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

Article 5.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 5.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 5.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 5.2.1. Valeurs Limites d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement et lorsque l'établissement est à l'arrêt.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	Travaux non autorisés pendant ces périodes
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	

Article 5.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	Travaux non autorisés pendant ces périodes

CHAPITRE 5.3 VIBRATIONS

Article 5.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 5.3.2. Vibrations (liées aux tirs de mines)

Les tirs de mines sont interdits.

CHAPITRE 5.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 6.1 SUBSTANCES DANGEREUSES

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il est interdit de fumer à proximité des stockages de produits dangereux

CHAPITRE 6.2 LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Des extincteurs appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles, sont également disponibles à proximité des installations à risques d'incendie (installation de concassage criblage, stockage de produits combustibles, armoire électriques...). Ils sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.

CHAPITRE 6.3 PLANS ET CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". et en respectant et en respectant les règles d'une consigne particulière.
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides)
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre de déchets verts, déchets inertes, déchets non dangereux et dangereux ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
- La localisation des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures.

TITRE 7 - CONDITIONS D'EXPLOITATION

CHAPITRE 7.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

Article 7.1.1. Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse),
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

Article 7.1.2. Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation;

2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 7.1.3. Travaux préliminaires à l'exploitation

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 1.10.3, 1.10.4, 1.10.6, 3.1, 7.1.1 à 7.1.3. (accès et voirie publique, réalisation aire étanche de ravitaillement, écrans visuels, information du public, bornage, dérivation des eaux de ruissellement, sécurité du public, traitement des eaux de ruissellement)

La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Rochechinard la mise en service de la carrière.

Dans sa notification au préfet, il joint le document mentionné à l'article 9.2.5.

CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION

Article 7.2.1. Déboisement, défrichage et décapage des terrains

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains doivent être réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

La gestion du décapage et du stockage de la terre végétale et de la terre stérile en lien avec la faune et la flore est détaillée au titre 8 « Protection de la faune et de la flore ».

Article 7.2.2. Extraction / stabilité

Les premiers mètres de la formation superficielle seront talutés à 27° (2H/1V) afin de limiter l'érosion.

De manière générale, les fronts d'exploitation des sables posséderont une hauteur maximale de 15 mètres avec une pente de 76° (1H/4V) et séparés par des banquettes de 5 m de large. La pente intégratrice (talus et risbermes) ne dépassera pas 60° afin de garantir la stabilité des terrains.

Les mesures complémentaires suivantes seront mises en place pour assurer la stabilité des talus durant l'exploitation :

- Végétalisation provisoire sur les formations superficielles ;
- Interdiction de stockage en crête de talus,
- Mise en place d'un réseau de drainage périphérique lors de la phase 1 et mise en œuvre de contre pentes en pied des talus pour diriger les eaux vers l'extérieur ;
- Végétalisation des stockages provisoires ;
- Surveillance visuelle à fréquence mensuelle à matérialiser dans un registre de suivi. En cas de doute sur la stabilité, l'exploitant fera appel à l'expertise d'un bureau d'études pour réaliser une analyse de la stabilité et obtenir des préconisations permettant l'exploitation du gisement en sécurité. Les rapports seront communiqués à l'inspection des installations classées.

Les études hydrogéologiques et de stabilité seront actualisées à chaque phase d'exploitation et plus fréquemment si cela s'avère nécessaire. Les études seront transmises à l'inspection des installations classées.

Article 7.2.3. Mode d'exploitation

L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande.

Le mode d'exploitation est le suivant :

- 1) décapage de la découverte (stérile et terre végétale), à la surface annuelle nécessaire à l'exploitation,
- 2) stockage de la terre végétale en merlon périphérique et des stériles sur le carreau,
- 3) extraction à la pelle mécanique,
- 4) acheminement des matériaux vers la plate-forme de stockage et de chargement des camions à l'entrée du site,
- 5) remise en état coordonnée à l'exploitation.

Article 7.2.4. Phasage d'exploitation

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe II et décrit ci-dessous doit être respecté.

L'exploitation est menée en quatre phases successives de cinq années chacune avec un réaménagement coordonné à l'avancement de l'exploitation.

Description du phasage :

Phase 1 : 0-5 ans

- Décapage de la terre végétale : décapage sur 2 zones vers le Sud-est sur environ 1 100 m², stockage de la terre en partie basse de la carrière.
- Poursuite de l'extraction : création d'une piste d'accès au front supérieur par la partie Nord du site, ouverture d'un front supplémentaire sommital, formation de 3 gradins à 306, 315 et 330 m NGF, extension du carreau actuel à 300 m NGF vers le Sud-est.
- Gestion des eaux pluviales : création de fossés drainants en bordure du site, pente de 1% des banquettes pour drainer les eaux vers les fossés extérieurs, maintien du bassin de décantation sur le carreau en limite de site.

Phase 2 : 5-10 ans

- Décapage de la terre végétale : décapage final vers le Sud-est sur environ 1 000 m² jusqu'à la limite haute, stockage de la terre en merlons périphériques.
- Poursuite de l'extraction : extension des gradins à 300, 315 et 330 m NGF vers le Sud-est, extraction de la plateforme à 306 m NGF (suppression d'un gradin).
- Achèvement et remise en état du front supérieur.

Phase 3 : 10-15 ans

- Poursuite de l'extraction : extension du carreau à 300 et du gradin à 315 m NGF vers le Sud-est jusqu'à la conservation d'une banquette de 6 m de large sur les gradins supérieurs, la pente globale des talus n'excède pas 60°, suppression de la piste d'accès au front supérieur et création d'une rampe d'accès à la fosse, ouverture d'une fosse à 295 m NGF.
- Achèvement et remise en état de deux fronts intermédiaires.

Phase 4 : 15-20 ans

- Poursuite de l'extraction : extension et achèvement de la fosse à 285 m NGF, la pente globale des talus est de 60° assurant ainsi leur stabilité à long terme.
- Reprofilage des banquettes pour drainage des eaux de ruissellement vers l'intérieur du site.
- Le réaménagement se poursuit : remise en état du front inférieur, ensemencement et plantations sur les banquettes et de la fosse, réemploi de la terre de découverte pour le réaménagement, création d'une zone humide en font de fosse sur 4 000 m² environ.

Article 7.2.5. Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'extraction doit se tenir à 10 mètres minimum du ruisseau du Favet afin de garantir la stabilité des berges.

CHAPITRE 7.3 REGISTRES ET PLANS

Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,
- les zones décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.3.1. Remblayage

Le remblayage de la carrière avec des matériaux extérieurs au site est interdit.

Article 7.3.2. Circulation interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima, affichage du plan de circulation à l'entrée du site).

TITRE 8 – PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Mesures d'évitement :

ME1 : Mesure d'évitement intégrée lors de la conception du projet afin d'éviter l'habitat accueillant la Zygène du mélilot

La mise en place de cette mesure d'évitement avec le renoncement à l'exploitation du sud de la carrière permet d'exclure de l'emprise de projet les enjeux écologiques suivants :

- le territoire de vie de la Zygène du mélilot, soit plus de 3 800 m² du front d'exploitation ;

- les pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (habitat d'intérêt communautaire prioritaire) ;
 - les pelouses sèches piquetées constituant une partie du territoire d'alimentation du Serin cini, de chasse des chauves-souris, le territoire de vie de la Couleuvre Verte et jaune et pour partie de la Couleuvre helvétique, et une partie du territoire d'alimentation du Chardonneret élégant ;
 - les arbres-gîtes potentiels dont l'intérêt est jugé au moins modéré, tout comme les boisements servant de corridor sur la périphérie du site (cours d'eau notamment).
- Les cartographies en annexe IV illustrent l'évolution du périmètre d'exploitation.

ME2 : Mise en défens de la pelouse préservée afin de s'assurer du respect des limites en phase d'exploitation

Le coordinateur en écologie assurant le suivi du chantier se charge du positionnement exact des mises en défens autour de la pelouse à Zygène, localisée en annexe V, qu'il matérialise à l'aide de piquets peints ou de marquage au sol.

Les mises en défens sont :

- installées *a minima* quelques jours avant les premières interventions sur site ;
- maintenues et régulièrement entretenues (réparées ou au besoin remplacées) durant toute la durée de l'exploitation ;
- retirées lorsque l'exploitation du site est terminée.

Au total, 110 mètres linéaires de mises en défens sont nécessaires pour délimiter les pelouses à conserver. La mise en défens est réalisée grâce à de la chaînette d'avertissement, positionnée à environ 1 m/1,5 m de hauteur, soutenue par des piquets fer porte-lanterne, espacés de 5 à 10 m.

Un contrôle de la bonne mise en place et de son maintien dans le temps est réalisé par l'exploitant.

Mesures de réduction :

MR1 : Gestion du décapage et du stockage de la terre végétale et de la terre stérile en lien avec la faune et la flore

Retrait de la terre végétale en dehors de la période de reproduction des amphibiens : le retrait de la terre végétale, pour accéder à des nouveaux fronts ou pour créer une piste d'accès, est réalisé entre mi-mai et mi-février.

La terre végétale et la terre plus profonde, dite stérile, sont stockées sans être mélangées sous forme de merlon au sein du site avant d'être réutilisées pour la remise en état.

Gestion des espèces invasives : lors du retrait de la terre végétale, celle-ci est disposée sous forme de merlon au sein du site. Si la terre végétale est stockée pour une longue durée (supérieure à une année), les différents merlons sont systématiquement bâchés par un géotextile épais (grammage minimum de 300 g /m²) et noir ne laissant pas passer la lumière. Si la terre végétale est stockée pour une courte durée (inférieure à une année), un ensemencement dans les jours suivant la mise en stockage de la terre est effectué avec un mélange de graines adaptées (voir la composition du mélange en mesure MA2).

Dans tous les cas, lors du régalage de la terre végétale au moment de la remise en état, un mélange précis de graines (même si un premier ensemencement avait déjà eu lieu) est semé directement pour concurrencer davantage les espèces invasives qui auraient pu survivre, avec les essences suivantes : Brome érigé (*Bromus erectus* = *Bromopsis erecta*), Fétuque Roseau (*Festuca arundinacea* subsp. *arundinacea* = *Schedonorus arundinaceus*), Gesse des prés (*Lathyrus pratensis*), Vesce cracca (*Vicia cracca*), Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), Avoine Brome (*Avena bromoides*), Flouve odorante (*Anthoxanthum odoratum*), Epilobe hirsute (*Epilobium hirsutum*), Mélampyre des prés (*Melampyrum arvense*), Angélique sylvestre (*Angelica sylvestris*), Achillée millefeuille (*Achillea millefolium*), Fétuque de Timbal-Lagrange (*Festuca marginata*).

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre l'Ambroisie dans le département de la Drôme sont respectées. L'exploitant effectue annuellement et au cours de l'été une gestion de l'Ambroisie par une fauche préventive avant la dispersion des graines de l'espèce. Les déchets verts sont laissés sur place compte tenu du risque de dispersion des pollens et des graines lors du transport.

MR2. Gestion des eaux de ruissellements en phase d'exploitation et après remise en état

Mise en place de pièges à sédiments au sein des fossés et axes d'écoulement présents le long des pistes : les fossés collecteurs le long des pistes et sur la périphérie de la carrière sont systématiquement équipés de pièges à sédiments. Ces dispositifs sont correctement positionnés et proportionnés de sorte à prévenir tout risque sur les milieux naturels.

Mise en place de système de filtration en suite du bassin de décantation et avant évacuation dans le ruisseau du Favet : la création du bassin de rétention/régulation permet de décanter les fines des eaux collectées avant leur évacuation dans le ruisseau du Favet par surverse. Avant leur rejet dans le ruisseau, un second système de filtrage est installé pour assurer la présence d'un deuxième dispositif de sécurité. Il s'agit d'installer un filtre à paille permettant d'effectuer une filtration des sédiments restants ou en cas de défaillance du premier système.

L'ensemble de ces dispositifs est régulièrement contrôlé et entretenu de manière à garantir l'efficacité du système. Une visite de contrôle est réalisée *a minima* lors de chaque événement pluvieux marqué.

Lors de la remise en état définitive du site, ce système de filtre est conservé entre la fosse et le rejet dans le Favet pour garantir une bonne épuration des eaux. En lieu et place de la paille, un système pérenne est alors installé. Un seuil composé de sac filtrant à sédiments peut être installé.

MR3. Conduite de l'exploitation en milieu naturel

Les prescriptions suivantes sont respectées :

Prévenir et anticiper les risques de pollutions :

- sensibiliser l'ensemble du personnel de chantier aux risques de pollutions, aux mesures de préventions à mettre en place et aux procédures de gestion des pollutions à appliquer. Un rappel des préconisations est effectué lors des visites de chantier de l'écologue ;
- acheminer sur site uniquement des engins, véhicules et matériels en parfait état mécanique (absence de fuites et suintements). Interdire l'accès au chantier à tout engin ou véhicule ne respectant pas ce point ;
- veiller quotidiennement au bon état mécanique des engins, véhicules et matériels ;
- équiper chaque engin d'un kit anti-pollution adapté et proportionné aux caractéristiques de l'engin ;
- mettre en place une procédure de gestion des pollutions immédiate et efficace en cas de constat ;
- gestion de la pollution dès son constat : arrêt de la fuite, déploiement d'un kit antipollution ;
- information du coordinateur environnement, ou le cas échéant du conducteur du chantier ;
- curage de la totalité de la terre polluée et envoi vers une plateforme de traitement adaptée ;
- transmission d'une attestation de prise en charge de la terre polluée au coordinateur environnement, ou le cas échéant au conducteur de travaux.

Prévenir l'introduction d'espèces exogènes :

- acheminer sur site uniquement des véhicules et engins parfaitement propres, lavés avant leur arrivée sur site et totalement dépourvus de terre et de débris de végétaux, que ce soit sur les chenilles ou les roues, sur la carrosserie ou sur les outils (lames, godets, etc.). Interdire l'accès au chantier à tout engin ou véhicule ne respectant pas ce point.

MR4. Abattage de moindre impact des arbres gîtes potentiels à chiroptères et calendrier de travaux

Les vieux arbres présentant des enjeux vis-à-vis de la faune sont évités par le projet.

L'abattage des autres arbres situés au sein de la carrière, localisés sur la cartographie en annexe VI, est réalisé entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre suivant une méthode d'abattage de moindre impact.

Cette méthode respecte les préconisations suivantes :

- saisie de l'arbre à l'aide d'un porteur forestier ou d'une pelle mécanique équipée d'une pince, permettant l'accompagnement de la chute de l'arbre (éviter une chute brusque) ;
- coupe des arbres au ras du sol à l'aide d'une tronçonneuse (abatteuse à proscrire), sans ébranchage préalable ;
- maintien des arbres au sol pendant une durée minimale de 48 heures, sans ébranchage ni débitage ;
- ébranchage, débitage et évacuation des bois à l'issue du délai minimal de 48 heures.

Les autres travaux forestiers (défrichement, débroussaillage) sont réalisés entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre.

Les autres travaux moins perturbants pour la faune (à valider auprès de l'écologue en charge du suivi de chantier) peuvent être réalisés toute l'année.

MR5. Gestion des espèces exogènes et en particulier du Robinier faux-acacia

Les prescriptions suivantes sont respectées :

- arrachage manuel des nouvelles pousses de Robinier faux-acacia. Cette opération peut être effectuée entre les mois d'octobre et de décembre une fois que le sol est plus humide pour faciliter l'arrachage ;
- des gants sont employés et une simple pioche peut être utilisée pour aider au retrait des jeunes pieds de l'espèce. Un grand sécateur est utilisé pour réduire la taille des pousses et faciliter leur mise en sac pour évacuation. Leur évacuation en déchetterie est autorisée ;
- les arbres âgés qui ne sont pas abattus lors des travaux d'exploitation ne sont pas traités et restent sur pied jusqu'à leur dépérissement ;
- l'opération est conduite chaque année jusqu'à épuisement de la régénération.

MR6. Perméabilité des clôtures au passage de la faune

La perméabilité de la clôture au passage de la faune est assurée par une surélévation de 12 cm ou par une découpe régulière (*a minima* tous les 50 m) avec l'utilisation d'une clôture à grosses mailles.

L'emploi de fils barbelés ainsi que de systèmes électrifiés est proscrit.

En cas d'utilisation de poteaux, les ouvertures sont obturées.

Mesures d'accompagnement :

MA1. Suivi des prescriptions environnementales par un coordinateur en écologie

Un coordinateur environnement spécialisé en écologie est missionné par le maître d'ouvrage.

Le coordinateur assure un suivi régulier du chantier. Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu synthétique et illustré présentant l'objet de la visite et les constats réalisés. Ce compte-rendu est transmis aux services de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) dans un délai d'un mois suivant la visite.

Le rôle du coordinateur consiste notamment à :

- accompagner les travaux de défrichement des emprises (présence importante au lancement des opérations) ;
- coordonner la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement prévues dans l'autorisation ;
- contrôler l'état du site et notamment vis-à-vis des enjeux écologiques ;
- veiller à la propreté des engins à l'entrée du chantier afin d'éviter la propagation d'espèces végétales invasives, et au bon état mécanique des engins de chantier (absence de fuites d'huile, etc.).

À la fin de l'exploitation, un constat est établi à destination des services de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr), avec la réalisation d'un bilan sur la qualité et la suffisance des mesures.

Un an après la remise en état du site, le coordinateur en écologie réalise une visite de contrôle, visant notamment à :

- contrôler le bon état du site et des zones écologiques sensibles attenantes, après une année sans exploitation ;
- identifier les éventuelles stations d'espèces invasives et proposer des actions de traitement ;
- contrôler le bon état des aménagements écologiques (filtre à sédiment, gîtes reptiles, etc.).

Cette visite fait également l'objet d'un compte-rendu transmis aux services de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) dans un délai d'un mois.

MA2. Gestion de la pelouse accueillant la Zygène du mélilot et suivi scientifique de l'espèce

Afin d'éviter une fermeture des milieux qui ne permettrait plus la présence de la plante hôte de la Zygène du mélilot, un entretien, à l'aide d'une débroussailleuse à main, est effectué annuellement sur les pelouses sommitales de la carrière entre le 15 septembre et le 15 novembre durant la phase d'exploitation. L'entretien vise à supprimer les ligneux arbustifs et ronciers pour maintenir une surface de pelouse suffisamment ouverte pour la plante hôte et son papillon.

La cartographie en annexe V localise la zone concernée par l'entretien.

MA3. Remise en état du site

Dans un délai d'un an suivant la fin d'exploitation du site, le fond de la carrière est travaillé afin de favoriser le maintien des espèces inféodées aux zones humides et aux milieux aquatiques, notamment en façonnant des pentes douces, en diversifiant les profondeurs et en favorisant l'implantation de micro-habitats. Certains hibernaculums sont mis en place avant la fin d'exploitation.

1/ Façonnement de la zone humide en fond de carrière :

Le réaménagement du fond de fosse tient compte de plusieurs éléments afin de maintenir le caractère humide de l'aménagement en toute saison et favoriser la biodiversité :

- pour assurer une mise en eau permanente de la fosse, l'impluvium tient compte des chemins d'écoulement des eaux de ruissellement et des eaux issues des fossés collecteurs, qui peuvent par surverse (avec filtrage amont) alimenter la lame d'eau ;
- façonnage de la lame d'eau sur une profondeur moyenne de 1 m, avec des trouées réduites mais pouvant atteindre une profondeur plus élevée (2 m) ;
- les berges sont modelées en pentes douces (sur au moins un côté) afin de permettre aux animaux de sortir et rentrer avec facilité ;
- régalément d'une couche de sable argileux (épaisseur minimale de 30 cm) sur le fond et les berges de la mare ainsi créée, en débordant sur une largeur minimale de 30 cm en haut de berges. Le sable argileux fait l'objet d'un compactage ;
- dépôt d'une couche de 10 cm de terre végétale sur le fond de la mare, sans impacter la couche d'argile ;
- positionnement de quelques branches et pierres en fond de la zone humide de manière à proposer des zones de refuge et de reproduction pour les espèces visées, également sans impacter la couche d'argile.

2/ Amélioration de la zone humide et de ses alentours :

A l'issue des travaux, différentes actions de renaturation sont mises en œuvre sur le site :

- sur les zones non remaniées mais dégradées par le passage répété des engins, la nature très meuble du sol (sable rouge) ne nécessite pas de traitement spécifique. En revanche, pour ne pas laisser s'implanter les espèces invasives et en particulier l'Ambroisie, un semis dense est mis en place. Des essences végétales spécifiques préconisées ci-après sont semées :
 - Brome érigé (*Bromus erectus* = *Bromopsis erecta*) – proportion : 30 %
 - Fétuque Roseau (*Festuca arundinacea* subsp. *arundinacea* = *Schedonorus arundinaceus*) – proportion : 30 %
 - Gesse des prés (*Lathyrus pratensis*) – proportion : 10 %
 - Vesce cracca (*Vicia cracca*) – proportion : 10 %
 - Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*) – proportion : 5 %
 - Avoine Brome (*Avena bromoides*) – proportion : 5 %
 - Flouve odorante (*Anthoxanthum odoratum*) – proportion : 5 %
 - Epilobe hirsute (*Epilobium hirsutum*) – proportion : 1 %
 - Mélampyre des prés (*Melampyrum arvense*) – proportion : 1 %
 - Angélique sylvestre (*Angelica sylvestris*) – proportion : 1 %
 - Achillée millefeuille (*Achillea millefolium*) – proportion : 1 %
 - Fétuque de Timbal-Lagrange (*Festuca marginata*) – proportion : 1 %
- sur les zones fortement remaniées (déblai ou remblai), la terre végétale stockée dans le cadre de la mesure MR1 est régalée sur une épaisseur minimale de 20 cm.

L'ensemencement est réalisé avec un semis dense à partir uniquement de variétés sauvages d'origine locale certifiée (Label Végétal Local). Le mélange de semences utilisé est soumis à validation d'un écologue. Au bout d'une année, si la végétation n'est pas suffisamment développée (plus de 40 % de sol nu), un ensemencement complémentaire est réalisé. Le semis réalisé est composé uniquement des essences indigènes adaptées au climat et aux conditions de sol.

3/ Création de 3 tas de bois et 3 tas de pierres autour de la zone humide, de dimensions minimales 1 m x 1 m x 60 cm :

– gîte de type « Tas de bois » : les gîtes « Tas de bois » sont constitués par l'empilement de rondins de bois et de branches issues de la phase de défrichement, de longueur minimale de 1 m et de diamètre compris entre 5 et 30 cm, disposées le plus densément possible sur une largeur de 1 m et une hauteur de 60 cm. Le bois utilisé est majoritairement composé d'essences de feuillus (20 % d'essences résineuses maximum). Des branches sont placées au-dessus du gîte sur une hauteur de 20 cm.

– gîte de type « Tas de pierres » : les gîtes « Tas de pierres » sont constitués par le versement de blocs rocheux d'un diamètre compris entre 10 et 40 cm, jusqu'à former un tas de dimensions 1 x 1 m, d'une hauteur régulière de 60 cm. Les pierres utilisées pour la confection des gîtes sont issues soit de carrière locale (pierre de pays), soit de l'excavation des matériaux du site.

4/ Plantation arborée pour favoriser la continuité écologique au sein du site et la biodiversité :

Une plantation linéaire de ligneux de 15 mètres sur 100 mètres de longueur est effectuée sur la partie sud de la carrière en lieu et place du boisement de Robinier. Seules des essences de feuillus sont plantées.

Les différentes phases de cette mesure sont respectées :

– septembre / octobre : dépôt du tapis de terre végétale mis de côté dans le cadre de la mesure MR1.

Une couche de 30 cm minimum est disposée sur l'ensemble de la surface à planter ;

– octobre / novembre : plantation des essences sélectionnées en visant un aspect naturel : éviter les plantations symétriques, éviter les séries d'essences en visant des dessins de plantations hétérogènes dites « en bouquets », planter certains secteurs plus densément que d'autres.

Le tableau suivant détaille la proportion et la taille des plants préconisées pour chaque essence sur l'ensemble

du linéaire de dépôt à reboiser, soit environ 0,15 ha.

PALETTE VEGETALE POUR LE REBOISEMENT DES PARCELLES						
Nom français	Nom scientifique	Pourcentages	Densité	Taille des plants	Protection	Remarques
Chêne pubescent	<i>Quercus humilis</i>	30%	1 000 plants/ha	0,50m	Oui	-
Châtaignier (variété locale pour la consommation)	<i>Castanea sativa</i>	25%		0,50 m (1 an) (Meilleure reprise que les grandes tailles)	Oui	Arbres espacés pour éviter les risques sanitaires. Privilégier les bordures non remblayées
Merisier	<i>Prunus avium</i>	20%		0,50m	Oui	-
Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>	10%		0,50m	Oui	-
Tilleul à grandes feuilles	<i>Tilia tylos</i>	10%		0,50m	Oui	-
Cormier	<i>Sorbus domestica</i>	5%		0,50m	Oui	-

L'essentiel de la surface reboisée est composé d'un mélange de Chêne pubescent et de Châtaignier. Les Châtaigniers sont à privilégier dans les zones où les dépôts sableux sont prédominants. Une dispersion de quelques fruitiers sauvages au sein de la haie (Alisier et Cormier) est opérée en faveur de la faune se nourrissant de baies et utilisant les buissons et arbustes comme refuge ou pour la nidification.

Les provenances des plants sont contrôlées par le coordinateur environnement.

Pour les haies, les plantations sont réalisées en quinconce sur 2 ou 3 rangées espacées de 1 mètre maximum avec un espacement de 1 mètre maximum dans la ligne de plantation. Le séquençage ne doit pas être régulier afin d'éviter l'aspect artificiel de la haie. Les arbres de haut jet sont espacés d'une distance comprise entre 6 et 16 mètres.

Les plants sont formés (taille ou recépage si nécessaire pour étoffer la haie) et entretenus durant les 5 ans suivant leur mise en place afin de favoriser leur implantation. Les plants morts sont systématiquement remplacés durant cette période.

Un paillage, idéalement du BRF, est mis en place à la plantation (sur une surface de 50 x 50 cm autour des plants). En cas de mise en place de toile de paillage, elle est entièrement végétale et biodégradable (le plastique est proscrit).

Un arrosage est réalisé lors de la plantation.

Des protections anti-gibiers adaptées (gainés de protection climatique) sont installées et entretenues tant qu'elles sont nécessaires. Pour cela, un grillage de type Nortène de 120 cm de haut est disposé autour des plants, à l'aide de 2 piquets en châtaignier de 150 cm et d'une agrafe.

Cinq ans après la plantation, l'intégralité des protections placées autour des plants sont retirées. Cette action peut être anticipée en fonction de l'évolution des plantations.

L'année suivant la plantation, un regarnissage de 10 à 15 % des plants est effectué.

La cartographie en annexe VII localise la zone d'implantation de la haie sur la bordure sud de la carrière.

Le suivi et l'entretien sur 5 ans sont réalisés par une personne qualifiée pour s'assurer de la bonne évolution du boisement. L'envahissement par les plantes invasives comme l'Ambrosie est notamment surveillé lors des différents passages (n étant l'année de plantation) :

- un passage à n+2 est réalisé : remplacement des plants mort et arrachage des espèces végétales invasives ;
- un passage à n+5 est réalisé : remplacement d'éventuels plants morts ; retraits des protections, arrachage des espèces végétales invasives.

5/ Sécurisation des gradins issus de l'exploitation et semis de ceux-ci :

Les gradins issus des anciens fronts de taille de la carrière sont fragiles du fait de leur nature sableuse et peuvent être ravinés avec l'aide des fortes pluies. Afin de réduire ces ravinements, les pentes trop fortes sont réduites à l'aide d'un tractopelle par un arasement des hauts de front de taille puis par un semis en respectant les prescriptions suivantes :

- régèlerment des terres végétales mises en stock sur les zones remodelées en fin de travaux, avec une épaisseur minimale de 15 cm, afin de garantir des bonnes conditions de reprise de la végétation et de bénéficier de la banque de graines locales ;
- ensemencement complémentaire par la méthode d'Hydroseeding (projections de semences enrobées dans un mulch qui colle au substrat pour une couverture rapide des surfaces et talus pentus.

Les espèces végétales à projeter sur les talus sont choisies pour leur pouvoir couvrant du sol (production de stolons par exemple) et leur production de graines (en faveur des oiseaux granivores). Les mêmes espèces que pour les semis autour de la zone humide sont préconisées, mais des espèces liées à l'habitat de pelouses pionnières à Orpin réfléchi sont également projetées : Orpin réfléchi (*Sedum reflexum* ou rupestre), Oeillet armérie (*Dianthus armeria*), Danthonie retombante (*Danthonia decumbens*), Thym faux pouliot (*Thymus pulegioides*), Marguerite commune (*Leucanthemum vulgare*), Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*), Céraiste aggloméré (*Cerastium glomeratum*), Epervière (*Echium vulgare*), Luzerne lupuline (*Medicago lupulina*), Bugle rampante (*Ajuga reptans*), Carotte sauvage (*Daucus carotta*).

Des plantations arborées ponctuelles peuvent compléter le dispositif pour assurer la stabilité des banquettes. Seules des essences à petit tronc (ne déstabilisant pas les banquettes) sont plantées : Merisier, Alisier torminal et Cormier.

Un suivi est réalisé aux années N+1, N+2 et N+5 (N étant l'année d'ensemencement) pour s'assurer de la reprise de la végétation herbacée sur les zones de l'ancien front de taille.

Lors de la dernière année d'exploitation du site, une synthèse écologique du site est réalisée avec un bilan des enjeux naturalistes et transmis à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces).

Mesure de suivi :

MS1. Suivi des espèces à enjeu en phase exploitation et état initial après remise en état de la carrière

Un suivi des espèces est réalisé par un écologue en phase d'exploitation :

- suivi du cortège des reptiles ;
- suivi de l'évolution du cortège des amphibiens et de leur reproduction sur le site ;
- suivi du maintien et de la diversification des oiseaux utilisant le site ;

- suivi de l'utilisation du site par les chiroptères et notamment du corridor boisé ;
- suivi de la Zygène du Mélilot (deux passages entre la mi-mai et la mi-juin pour quantifier la présence de l'espèce et s'assurer de la présence des plantes hôtes) aux années N (2025), N+1, N+5, N+10 et N+20.

Un état initial écologique est réalisé par un écologue après la remise en état :

- inventaire du cortège des reptiles et de son maintien par rapport à la période avant la remise en état ;
- inventaire du cortège des amphibiens et de son maintien par rapport à la période avant la remise en état ;
- inventaire du cortège des oiseaux et de son maintien ou évolution par rapport à la période avant la remise en état ;
- inventaire du cortège des chiroptères et de son maintien ou évolution par rapport à la période avant la remise en état ;
- inventaire du cortège des insectes et de son maintien ou évolution par rapport à la période avant la remise en état.

Le calendrier des suivis écologiques est détaillé en annexe VIII.

Les suivis sont conduits à l'aide de protocoles aisément reproductibles et permettant la comparaison des données dans le temps.

Les résultats de ces suivis sont systématiquement transmis à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pme.ehn.drealara@developpement-durable.gouv.fr), au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année concernée.

Si les suivis mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives qui sont soumises à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pme.ehn.drealara@developpement-durable.gouv.fr) pour validation.

TITRE 9 – REMISE EN ÉTAT ET GARANTIES FINANCIÈRES

CHAPITRE 9.1 REMISE EN ÉTAT

L'objectif de la remise en état est de créer une zone naturelle à vocation écologique.

Les objectifs principaux de la remise en état sont :

- le reboisement partiel au Sud du site sur 100 m de long et 15 de large avec des essences caractéristiques du boisement naturel,
- la création d'une zone humide en fond de fosse avec la renaturation des berges : le fond de fosse sera situé à une cote d'environ -15 m par rapport au niveau du ruisseau du Favet.
- l'amélioration de la qualité écologique du site avec la mise en place de 6 gîtes à reptiles ainsi que la conservation d'un milieu semi-ouvert,
- la sécurisation des gradins par écrêtage et leur reverdissement par ensemencement et plantations éparées,
- le maintien de la pelouse favorable à la Zygène du Mélilot.

La remise en état sera coordonnée à l'avancement de l'extraction de matériaux.

Un plan schématisant la remise en état est annexé au projet d'arrêté en annexe IX.

La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la stabilisation des fronts post-exploitation : les premiers mètres de la formation superficielle seront talutés à 18° (3H/1V). Les fronts post-exploitation pourront conserver leurs caractéristiques générales (pente intégratrice de 60°). Les pentes seront adaptées en fonction des arrivées d'eau et des natures et caractéristiques des matériaux et ceux-ci seront éventuellement remodelés soit sous la forme d'éboulis soit sous la forme de gradins de pente moindre, compatible avec la stabilité à long terme
Certaines mesures particulières seront respectées pour assurer la stabilité des talus à terme après exploitation :
 - Mise en place d'un réseau de drainage périphérique avec des contre-pentes en pied de talus pour rediriger les eaux vers l'intérieur ;
 - Végétalisation des risbermes et des talus avec la mise en place d'une épaisseur de 0,2 à 0,3 m de terre végétale issue du décapage ;
 - Écrêtage des sommets de chaque front afin de réduire le risque d'érosion naturelle.
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;

La remise en état et l'aménagement des terrains devra être conduite conformément au dossier et à l'étude d'impact jointe à la demande.

CHAPITRE 9.2 GARANTIES FINANCIÈRES

Article 9.2.1. Objet des garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 9.2.2 ci-dessous, afin d'assurer la remise en état du site après exploitation.

Article 9.2.2. Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les schémas d'exploitation et de remise en état figurant en annexes II et IX. Les plans de phasage permettant le calcul des garanties financières figurent en annexe X.

Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- période 1 (0 à 5 ans) :	83 399 €
- période 2 (6 à 10 ans) :	91 174 €
- période 3 (11 à 15 ans) :	88 921 €
- période 4 (16 à 20 ans) :	46 263 €

La période 4 se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants : index en octobre 2024 : TP01 = 128,8 ; TVA = 20 %.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevés à la date d'expiration de l'autorisation.

Article 9.2.3. Acte de cautionnement

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 et porte sur une durée minimale de 2 ans. Celle-ci peut exceptionnellement être réduite pour la dernière phase, en rapport avec l'échéance de l'autorisation.

Article 9.2.4. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. À compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

avec :

- C_R : montant de référence des garanties financières.
- Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral : 128,8.
- TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- TVA_R : taux de la TVA utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral (20 %).

Article 9.2.5. Établissement des garanties financières

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 9.2.6. Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 9.2.7. Modification du montant des garanties financières

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 9.2.8. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.173-1 du code de l'environnement.

Article 9.2.9. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières : pour la remise en état du site

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 9.2.10. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 9.3 CESSATION D'ACTIVITÉ

Les différentes étapes de la cessation d'activité sont définies aux articles R. 512-39-1 et suivants. La définition du plan de réhabilitation fait l'objet d'un mémoire déposé par l'exploitant dans le cadre des dispositions de l'article R. 512-39-3.

Outre l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : **usage naturel**.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au deuxième alinéa du présent article.

TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

Article 10.1.1. Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 10.1.2. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de ROCHECHINARD pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de ROCHECHINARD fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10.1.3. Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de ROCHECHINARD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **17 FEV. 2025**

Le préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
CHAPITRE 1.2 Nature des installations.....	4
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	4
Article 1.2.2. Situation de l'établissement.....	4
Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation.....	4
CHAPITRE 1.3 Durée de l'autorisation.....	5
Article 1.3.1. Durée de l'autorisation.....	5
CHAPITRE 1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	5
Article 1.4.1. Conformité.....	5
CHAPITRE 1.5 Modifications.....	5
Article 1.5.1. Porter à connaissance.....	5
Article 1.5.2. Équipements abandonnés.....	5
Article 1.5.3. Changement d'exploitant.....	5
CHAPITRE 1.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	6
CHAPITRE 1.7 CONTRÔLES ET ANALYSES.....	6
CHAPITRE 1.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	6
CHAPITRE 1.9 RÉGLEMENTATION.....	6
CHAPITRE 1.10 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	7
Article 1.10.1. Objectifs généraux.....	7
Article 1.10.2. Jours et horaires de fonctionnement.....	7
Article 1.10.3. Accès, voirie publique, circulation interne.....	7
Article 1.10.4. Sécurité du public.....	8
Article 1.10.5. Communication avec les riverains, élus et associations.....	8
Article 1.10.6. Protection visuelle et acoustique.....	8
TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	8
CHAPITRE 2.1 Conception des installations et conditions de rejet.....	8
Article 2.1.1. Dispositions générales.....	8
TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	9
CHAPITRE 3.1 Prévention des pollutions accidentelles.....	9
CHAPITRE 3.2 Prélèvements et consommations d'eau.....	10
Article 3.2.1. Prélèvement d'eau.....	10
Article 3.2.2. Traitement des eaux de ruissellement.....	10
Article 3.2.3. Rejets d'eau dans le milieu naturel.....	10
Article 3.2.4. Eaux usées.....	10
TITRE 4 - DÉCHETS PRODUITS.....	11
CHAPITRE 4.1 DÉCHETS.....	11
CHAPITRE 4.2 PLAN DE GESTION DES DÉCHETS INERTES ET TERRES NON POLLUÉES.....	11

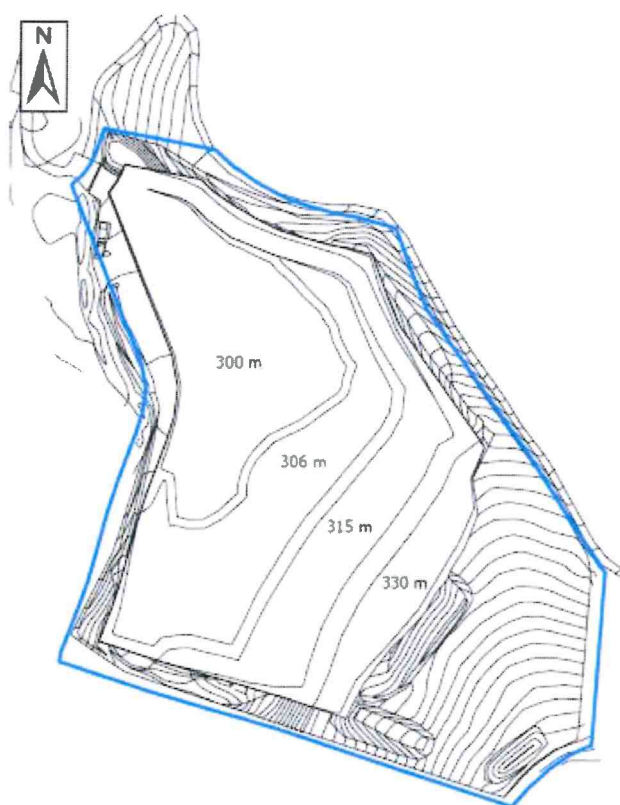
TITRE 5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	11
CHAPITRE 5.1 Dispositions générales.....	11
Article 5.1.1. Aménagements.....	11
Article 5.1.2. Véhicules et engins.....	12
Article 5.1.3. Appareils de communication.....	12
CHAPITRE 5.2 Niveaux acoustiques.....	12
Article 5.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	12
Article 5.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	13
CHAPITRE 5.3 Vibrations.....	13
Article 5.3.1. Vibrations.....	13
Article 5.3.2. Vibrations (liées aux tirs de mines).....	13
CHAPITRE 5.4 Émissions lumineuses.....	13
TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES.....	13
CHAPITRE 6.1 Substances dangereuses.....	13
CHAPITRE 6.2 Lutte contre l'incendie.....	13
CHAPITRE 6.3 Plans et consignes.....	14
TITRE 7 - CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	14
CHAPITRE 7.1 Aménagements préliminaires.....	14
Article 7.1.1. Information du public.....	14
Article 7.1.2. Bornage.....	14
Article 7.1.3. Travaux préliminaires à l'exploitation.....	15
CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION.....	15
Article 7.2.1. Déboisement, défrichement et décapage des terrains.....	15
Article 7.2.2. Extraction / stabilité.....	15
Article 7.2.3. Mode d'exploitation.....	16
Article 7.2.4. Phasage d'exploitation.....	16
Article 7.2.5. Distances limites et zones de protection.....	17
CHAPITRE 7.3 REGISTRES ET PLANS.....	17
Article 7.3.1. Remblayage.....	17
Article 7.3.2. Circulation interne.....	17
TITRE 8 – PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE.....	17
TITRE 9 – REMISE EN ÉTAT ET GARANTIES FINANCIÈRES.....	25
CHAPITRE 9.1 REMISE EN ÉTAT.....	25
CHAPITRE 9.2 GARANTIES FINANCIÈRES.....	25
Article 9.2.1. Objet des garanties financières.....	25
Article 9.2.2. Montant des garanties financières.....	26
Article 9.2.3. Acte de cautionnement.....	26
Article 9.2.4. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.....	26
Article 9.2.5. Établissement des garanties financières.....	27
Article 9.2.6. Renouvellement des garanties financières.....	27
Article 9.2.7. Modification du montant des garanties financières.....	27
Article 9.2.8. Absence de garanties financières.....	27
Article 9.2.9. Appel des garanties financières.....	27
Article 9.2.10. Levée de l'obligation de garanties financières.....	28
CHAPITRE 9.3 CESSATION D'ACTIVITÉ.....	29

TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION.....29
Article 10.1.1. Délais et voies de recours.....29
Article 10.1.2. Publicité.....30
Article 10.1.3. Exécution - Notification.....30

PLAN CADASTRAL



ANNEXE II à l'arrêté préfectoral n°20250113-DEC-DACA0046 du 17 FEV. 2025
PLAN DE PHASAGE



Légende
 Limite autorisation

0 10 20 40 m

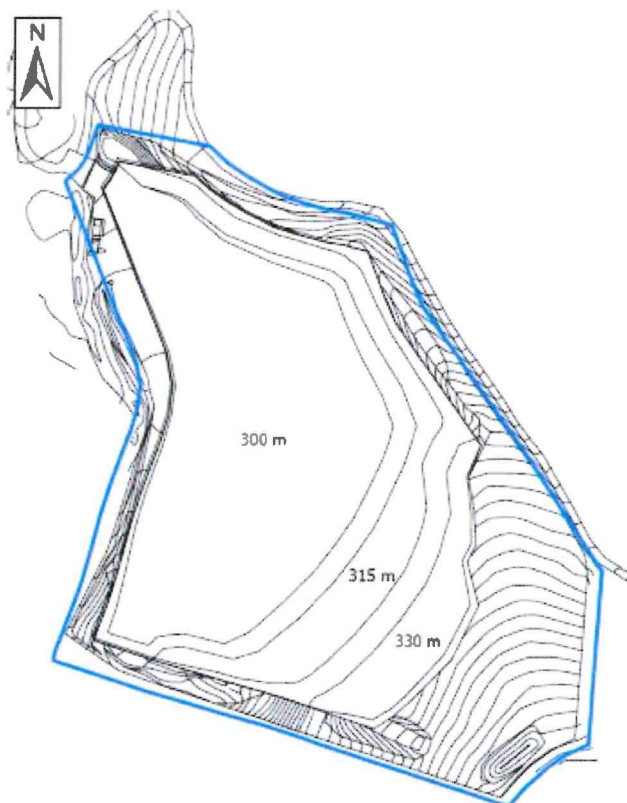
➤ **Phase 1 : 0-5 ans**

▫ Décapage de la terre végétale : décapage sur 2 zones vers le Sud-est sur environ 1 100 m², stockage de la terre en partie basse de la carrière.

▫ Poursuite de l'extraction : création d'une piste d'accès au front supérieur par la partie Nord du site, ouverture d'un front supplémentaire sommital, formation de 3 gradins à 306, 315 et 330 m NGF, extension du carreau actuel à 300 m NGF vers le Sud-est.

▫ Gestion des eaux pluviales : création de fossés drainants en bordure du site, pente de 1% des banquettes pour drainer les eaux vers les fossés extérieurs, maintien du bassin de décantation sur le carreau en limite de site.

▫ Tonnage extrait : 125 000 tonnes.



Légende
 Limite autorisation

0 10 20 40 m

Phase 2 : 5-10 ans

▫ Décapage de la terre végétale : décapage final vers le Sud-est sur environ 1 000 m² jusqu'à la limite haute, stockage de la terre en merlons périphériques.

▫ Poursuite de l'extraction : extension des gradins à 300, 315 et 330 m NGF vers le Sud-est, extraction de la plateforme à 306 m NGF (suppression d'un gradin).

▫ Achèvement et remise en état du front supérieur.

▫ Tonnage extrait : 125 000 tonnes.

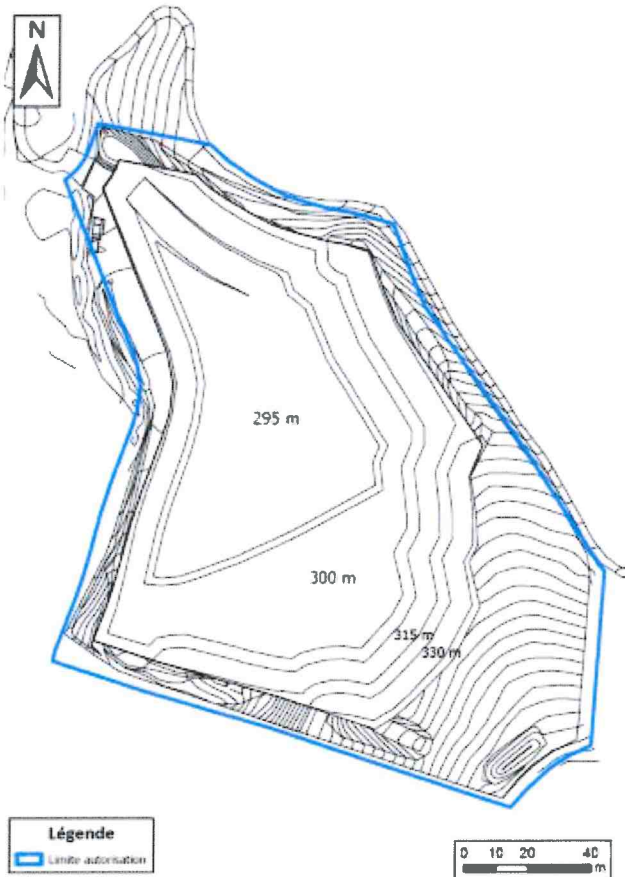
Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20250113-DEC-DACA0046 du 17 FEV. 2025



le Préfet

Pour le Préfet, le Délégué
 Pour le Préfet, le Délégué
 Le Délégué Général
 Cyril MOREAU
 Cyril MOREAU

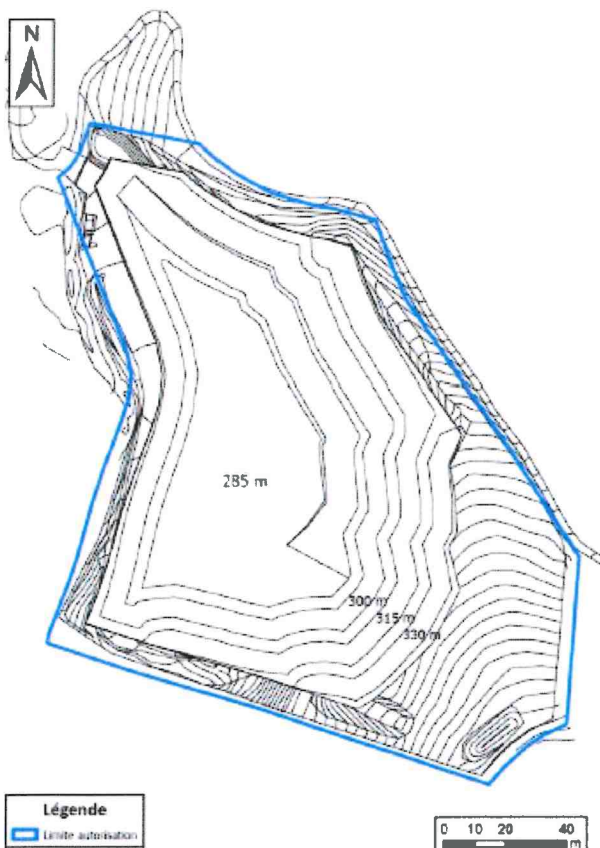


Phase 3 : 10-15 ans

- Poursuite de l'extraction : extension du carreau à 300 et du gradin à 315 m NGF vers le Sud-est jusqu'à la conservation d'une banquette de 6 m de large sur les gradins supérieurs, la pente globale des talus n'excède pas 60°, suppression de la piste d'accès au front supérieur et création d'une rampe d'accès à la fosse, ouverture d'une fosse à 295 m NGF.

- Achèvement et remise en état de deux fronts intermédiaires.

- Tonnage extrait : 125 000 tonnes.



Phase 4 : 15-20 ans

- Poursuite de l'extraction : extension et achèvement de la fosse à 285 m NGF, la pente globale des talus est de 60° assurant ainsi leur stabilité à long terme.

- Reprofilage des banquettes pour drainage des eaux de ruissellement vers l'intérieur du site.

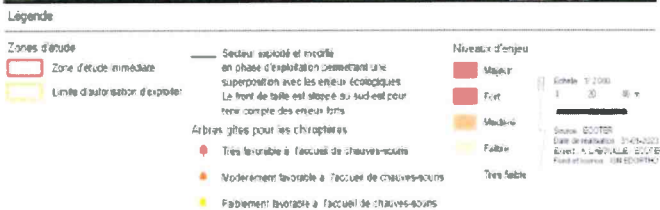
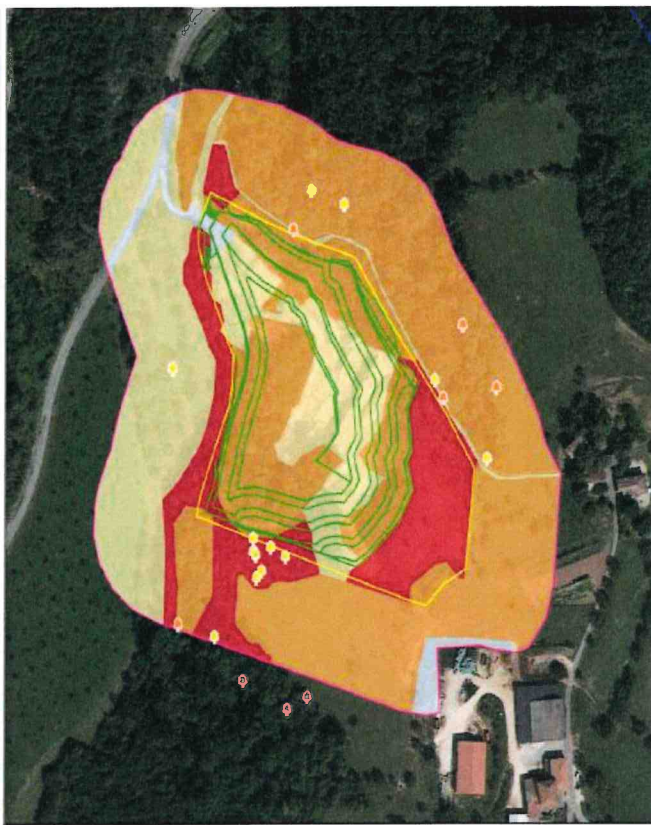
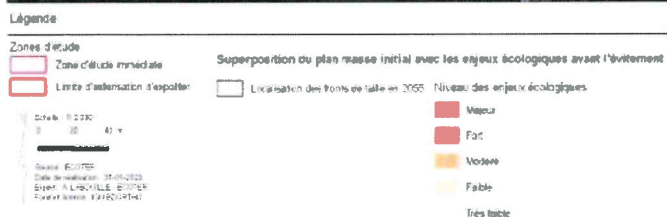
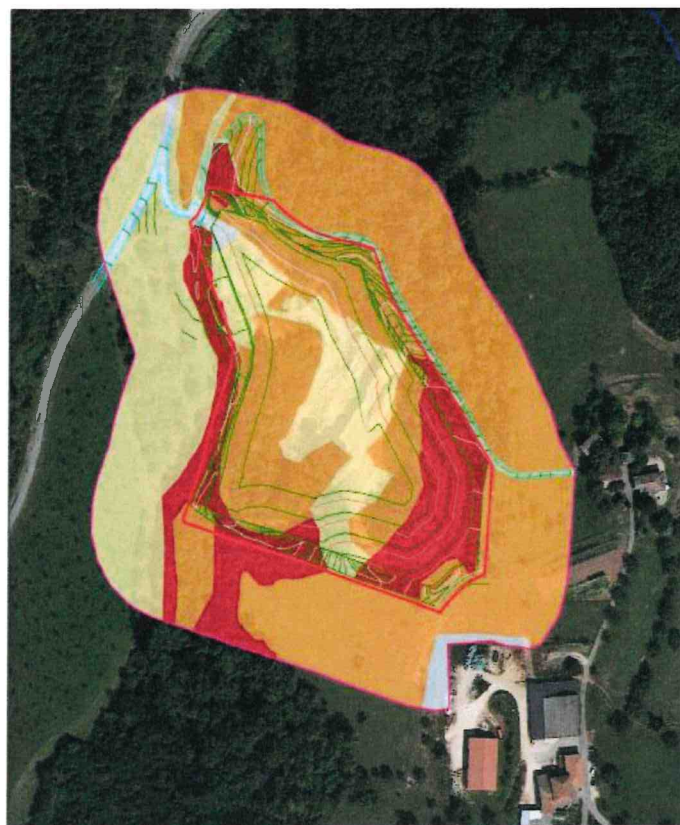
- Le réaménagement se poursuit : remise en état du front inférieur, ensemencement et plantations sur les banquettes et de la fosse, réemploi de la terre de découverte pour le réaménagement, création d'une zone humide en font de fosse sur 4 000 m² environ.

- Tonnage extrait : 125 000 tonnes.

LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE BRUIT



ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE D'EXPLOITATION DU PROJET
VERSION INITIALE À GAUCHE, VERSION FINALE À DROITE (MESURE ME1)



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 20250113-DEC-DACA0046 du 17 FEV. 2025



le Préfet

Pour le Préfet, en par délégué
Le Secrétaire Général


Cyril MOREAU

LOCALISATION DES PELOUSES ET FRICHES À ENTREtenir POUR LA ZYGÈNE DU MELILOT
(MESURES ME2 ET MA2)



Légende

Zones d'étude

 Limite autorisation d'exploiter

 Bande tampon de 10 mètres

Zone gérée (mesure d'évitement) en faveur de la Zygène du Mélilot

 Pelouses et friches à entretenir pour la Zygène du Mélilot

Echelle : 1/1 500

0 15 30 m

Source : ECOTER

Date de réalisation : 31-01-2023

Expert : A. LABOUILLE - ECOTER

Fond et licences : IGN BDORTHO

Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20250113-DEC-DACA0046 du 17 FEV. 2025

Pour le Préfet, et par délégation

Le Préfet Général

CYRIL MOREAU



LOCALISATION DU SECTEUR BOISE CONCERNE PAR LES MODALITÉS D'ABATTAGE (MESURE MR4)



Légende


Zones d'étude

 Limite autorisation d'exploitée

Zones d'études

 Zone d'étude immédiate

Mesure de réduction:

 Secteur boisé comportant des Robiniers-faux-acacia sans enjeu intrinsèque mais devant faire l'objet d'un abattage 48 heures pour écarter tout risque sur la faune cavicole

Echelle : 1/1 500

0 15 30 m

Source : ECOTER

Date de réalisation : 07-05-2024

Expert : A. LABOUILLE - ECOTER

Fond et licence : IGN BDORTHO

Vu pour être annexé

a l'arrêté n° 20250113-DEC-DACA0046 du 17 FEV. 2025



Le Secrétaire Général
Cyril MOREAU

ZONE D'IMPLANTATION DE LA HAIE EN BORDURE SUD DE LA CARRIÈRE (MESURE MA3)



Légende

Zones d'étude

Limite autorisation d'exploitée

Bande tampon de 10 mètres

Mesure d'accompagnement :

Large haie à implanter pour favoriser la continuité boisée.

La haie de feuillus s'insère en continue de la ripisylve existante et préservée du ruisseau ; tout en offrant de l'ombre à la zone humide du fait de son exposition au sud, et en offrant des possibilités de refuge et d'alimentation pour la faune.

Vu pour être annexé

Echelle : 1/1 500

0 15 30 m

Source : ECOTER

Date de réalisation : 31-01-2023

Expert : J. ARSILLIE - ECOTER

IGN BODRTHO

à l'arrêté n° 20250113-DEC-DACA0046

du 17 FEV. 2025

Le Préfet en délégation

le Préfet

C. MOREAU



CALENDRIER DES SUIVIS ÉCOLOGIQUES

SUIVIS ÉCOLOGIQUES EN PHASE EXPLOITATION ET POST REMISE EN ÉTAT						
Type de suivi	Années					
	Exploitation post-renouvellement d'autorisation	N+1	N+5	N+10	N+15	N+20
	2025	2026	2028	2036	2040	2046
Objectifs						
En phase exploitation						
Chiroptérologiques	S'assurer du maintien du cortège et de l'utilisation de la carrière par rapport au diagnostic de l'étude d'impact	●	●	●	●	●
Ornithologique	S'assurer du maintien du cortège et de l'utilisation de la carrière par rapport au diagnostic de l'étude d'impact	●	●	●	●	●
Herpétologique	Vérifier la présence des espèces à enjeux des amphibiens et reptiles	●	●	●	●	●
Réalisation de bilans	Évaluer l'efficacité des mesures de la séquence ERU et proposer de les adapter si besoin	●	●	●	●	●
Phase post remise en état						
Années post remise en état		N+1	N+2	N+3		
Type de suivi	Objectifs	2046	2047	2048		
Flore et espèces invasives	Effectuer un bilan sur la colonisation des milieux par la flore et analyser la présence d'espèces invasives, les localiser, estimer les populations et, au besoin, proposer des mesures afin de lutter efficacement contre leur expansion	●	●	●		
Chiroptérologiques	Effectuer un bilan sur l'utilisation du site par le cortège a et analyser les espèces qui fréquentent dorénavant le site réaménagé	●	●	●		
Ornithologique	Effectuer un bilan sur l'utilisation du site par le cortège a et analyser les espèces qui fréquentent dorénavant le site réaménagé	●	●	●		
Herpétologique	Effectuer un bilan sur la colonisation des milieux par les reptiles et amphibiens, notamment avec le bassin en fond de carrière (amphibiens) et les terrasses thermophiles (reptiles)	●	●	●		
Entomologique	Effectuer un inventaire des odonates et lépidoptères ayant colonisés le site tout en veillant à la présence de la Zygène du mélilot	●	●	●		
Réalisation de bilans	Évaluer l'efficacité et l'intérêt de la remise en état en veillant à la fréquentation par les espèces cibles	●	●	●		

Type de prestation	Quantité
Suivi en phase exploitation	
Suivi des chauves-souris	2 nuits par année de suivi
Suivi des oiseaux	1 journée par année de suivi
Suivi des reptiles et des amphibiens	1 journée reptiles par année de suivi 1 nuit amphibiens par année de suivi
Suivi de la Zygène du Mélilot	2 journées par année de suivi
Suivi post remise en état	
Suivi de la flore et des espèces invasives	2 journées par année de suivi
Suivi des chauves-souris	2 nuits par année de suivi
Suivi ornithologique	2 journées par année de suivi
Suivi herpétologique	2 journées reptiles par année de suivi 2 nuits amphibiens par année de suivi
Suivi entomologique	2 journées par année de suivi

Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20250113-DEC-DACA0046 du 17 FEV. 2025

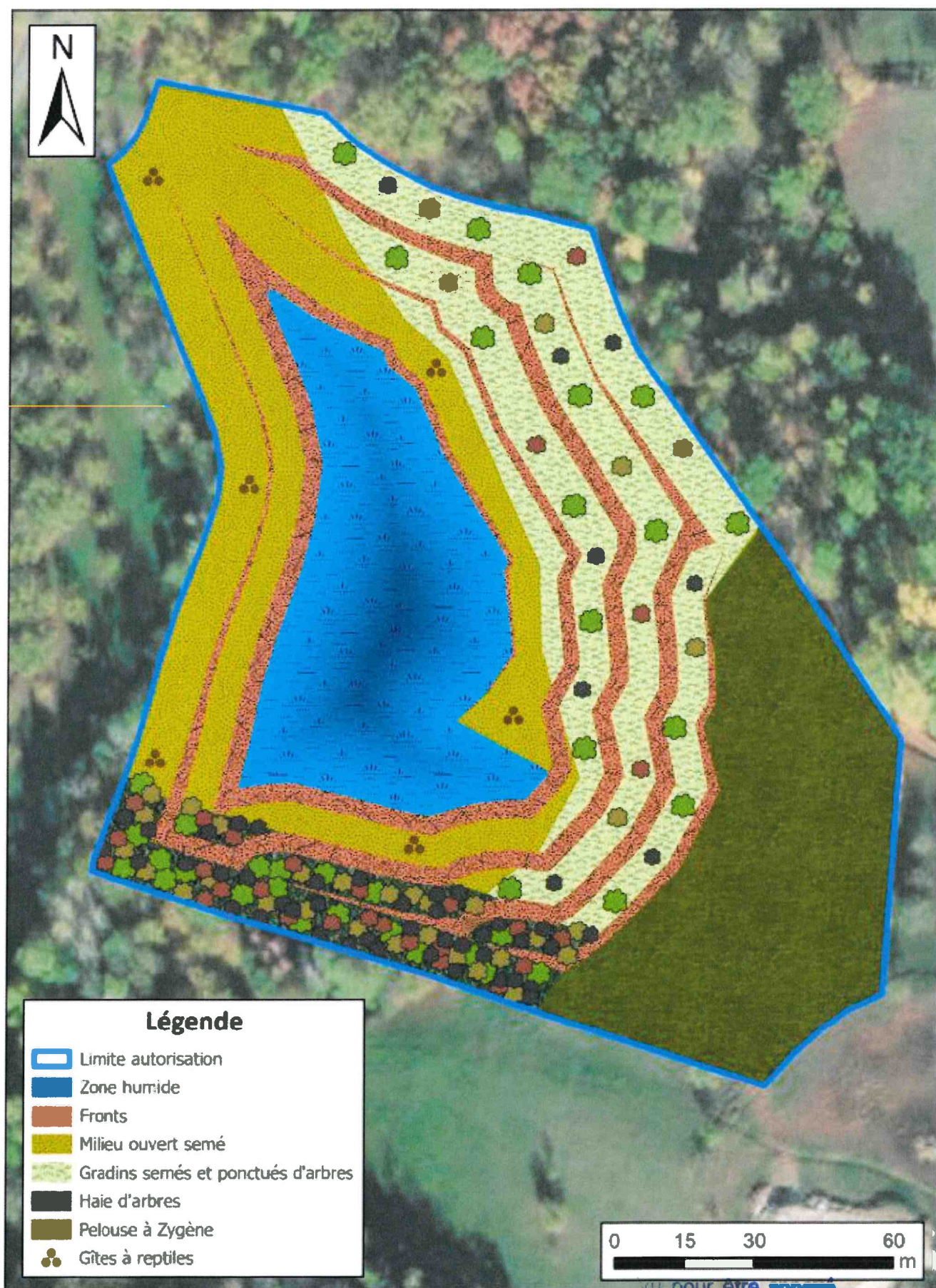


le Préfet

Pour le Préfet, en sa délégué
Le Secrétaire Général

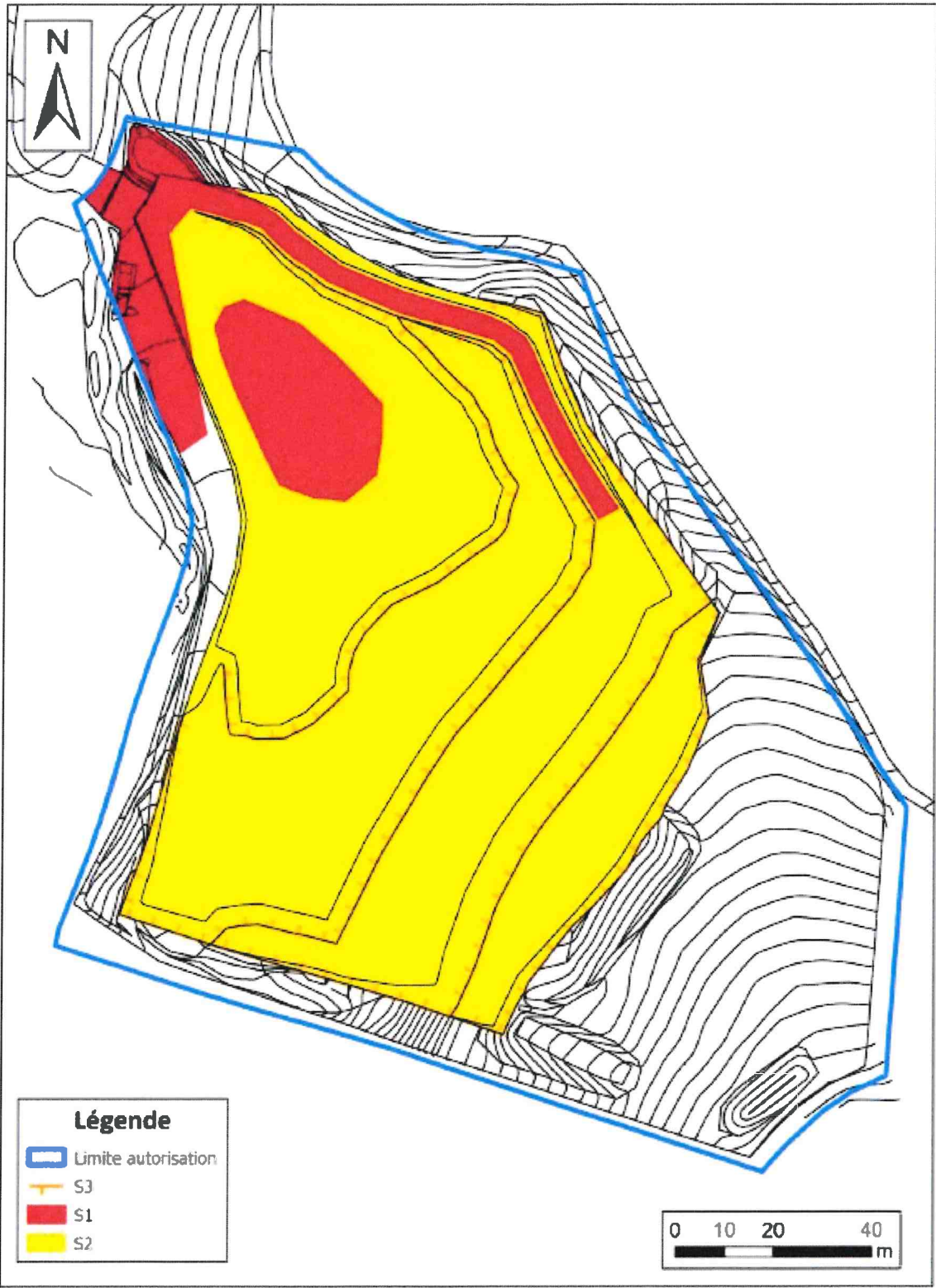
Cyril MOREAU

PLAN DE REMISE EN ÉTAT



PLANS DE PHASAGE – GARANTIES FINANCIÈRES

PHASE 1 (2025-2030)



Vu pour être annexé

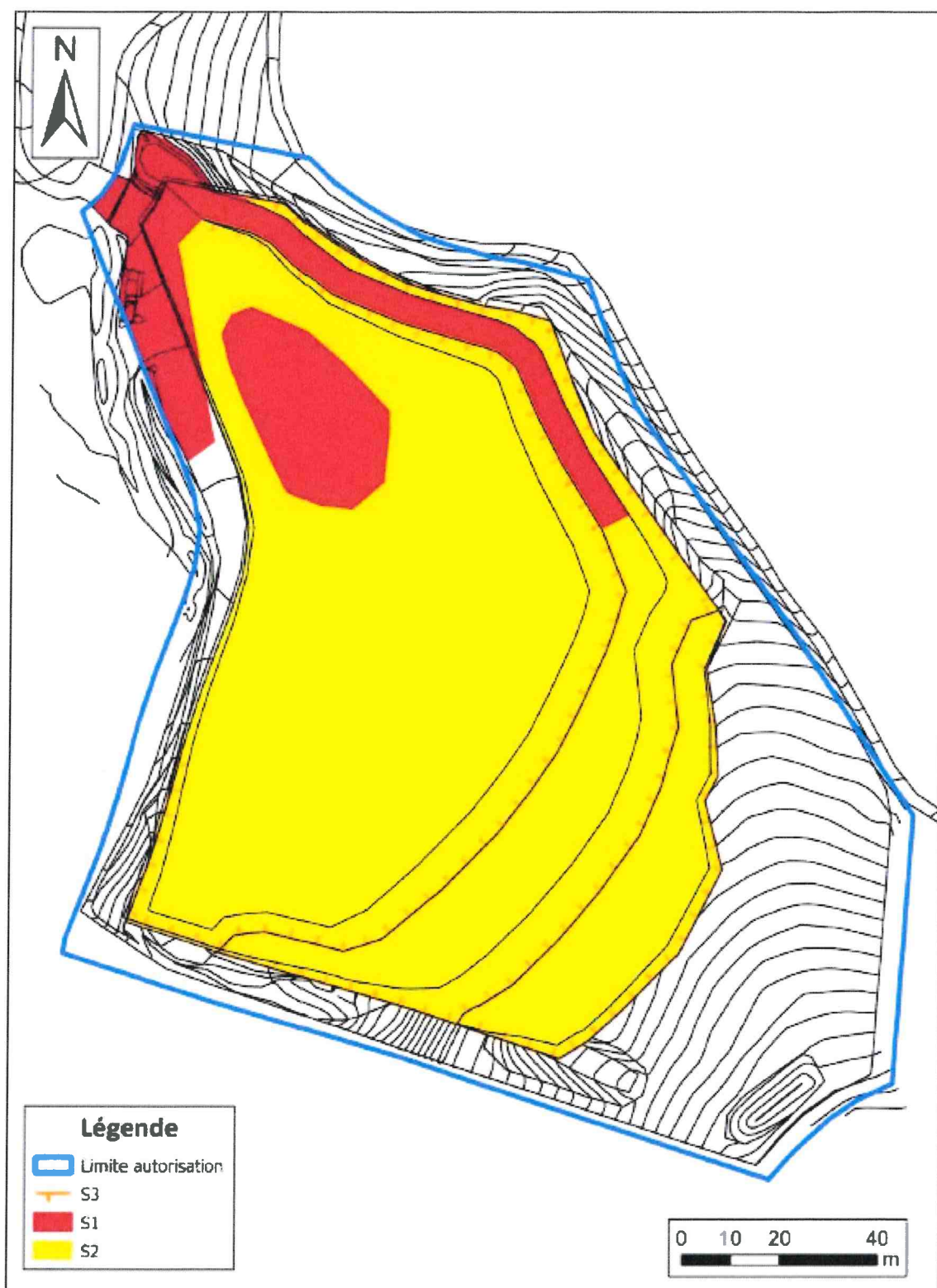
à l'arrêté n° 20250113-DEC-DACA0046 du 17 FEV. 2025



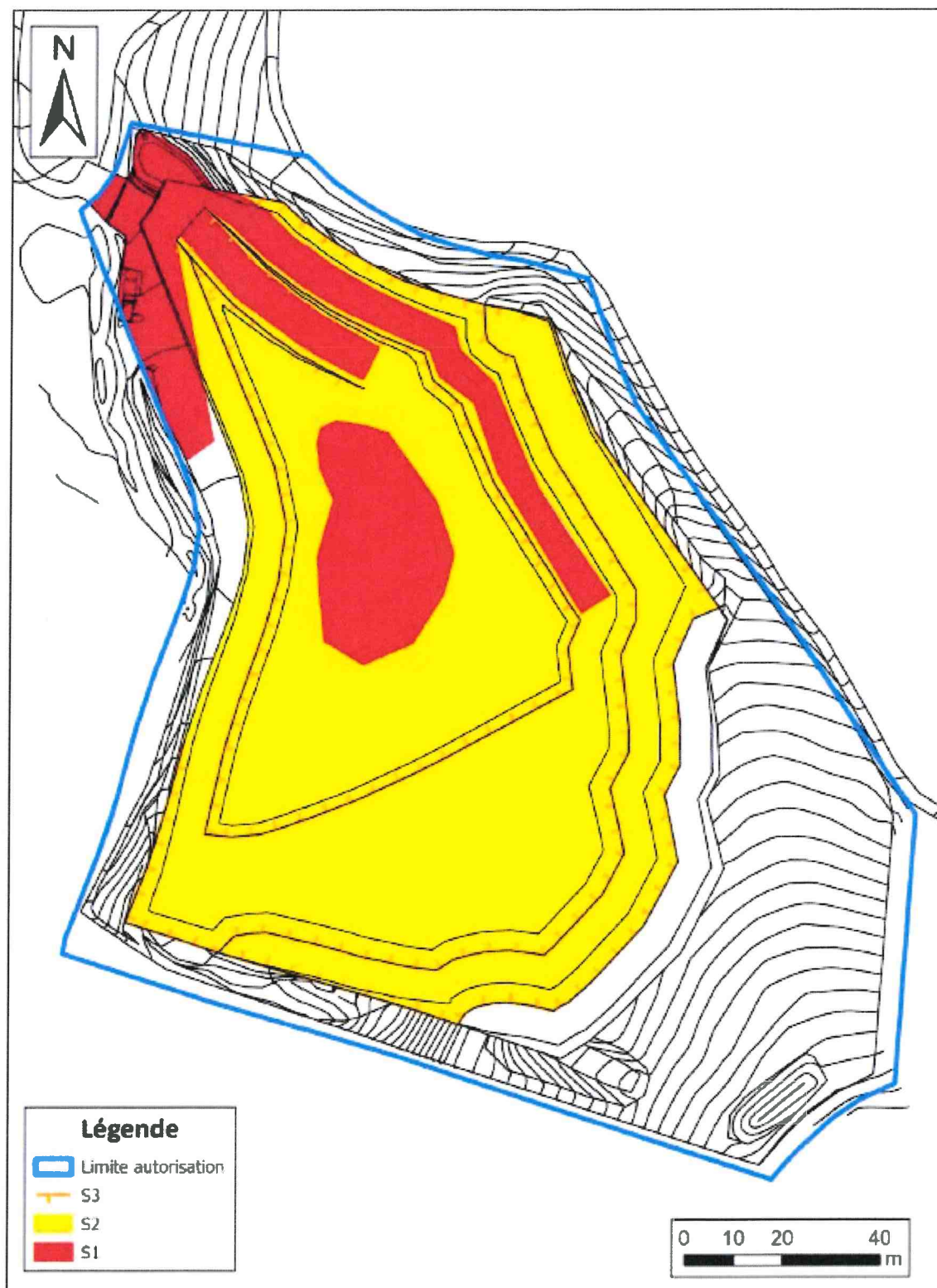
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

PHASE 2 (2030-2035)



PHASE 3 (2035-2040)



PHASE 4 (2040-2045)

